

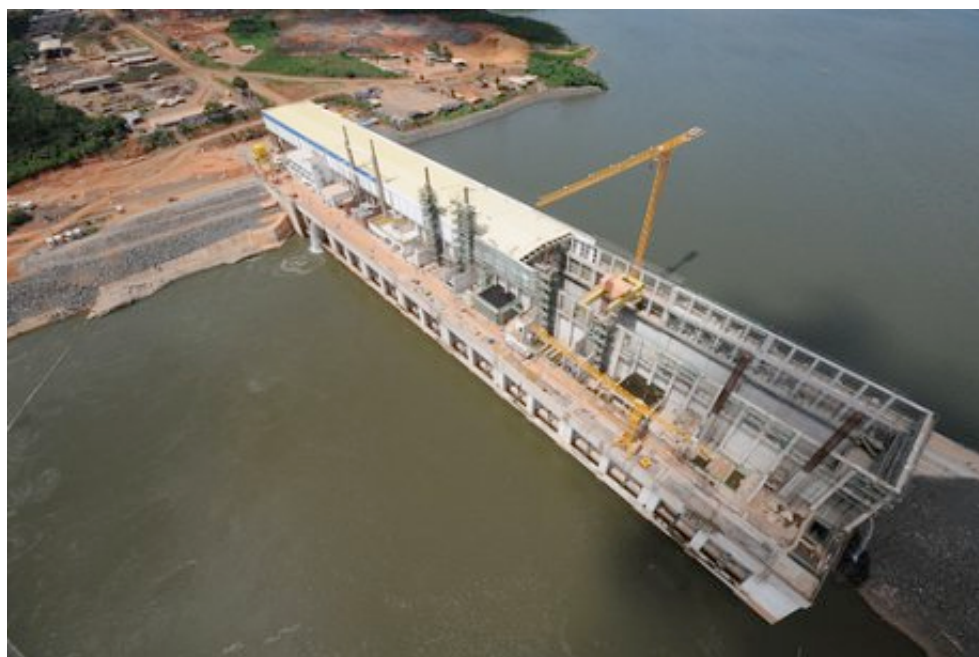
OBSERVATOIRE DES MULTINATIONALES

SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, POLITIQUE

RETOUR SUR LE BARRAGE DE JIRAU, 4E PARTIE

GDF Suez, aventurier amazonien

14 OCTOBRE 2013 PAR OLIVIER PETITJEAN



Le projet de Jirau s'inscrit dans le cadre de la construction à marche forcée (et très controversée) de plusieurs nouveaux grands barrages en Amazonie brésilienne. Un marché dont GDF Suez semble avoir fait un axe stratégique de développement. Quatrième volet de notre enquête sur le mégabarrage amazonien du groupe énergétique français.

Au même titre que celui de Belo Monte sur le Rio Xingu, les deux barrages du Rio Madeira constituent les premières manifestations de ce que les critiques dénoncent comme une véritable frénésie de mégabarrages en Amazonie brésilienne. Frénésie alimentée par une coalition de politiciens locaux et nationaux et d'entreprises privées, notamment dans le secteur de la construction [1].

Le Plan d'expansion énergétique du gouvernement brésilien prévoit que 30 nouveaux grands barrages soient construits dans la région amazonienne d'ici 2020, soit trois par an. S'y ajoutent une série de barrages en Amazonie péruvienne, prévus dans le cadre d'un accord bilatéral entre les deux pays, dont la BNDES et les entreprises brésiliennes – mais aussi GDF Suez - sont également parties prenantes. Dans bien des cas, malgré des discours officiels qui insistent sur les millions de personnes qui bénéficieront potentiellement de ces nouvelles capacités de production électrique, ces barrages sont conçus pour servir les besoins des industries, notamment extractives. Celui de Belo Monte, par exemple, alimentera

les mines et les usines des multinationales minières Vale, Alcoa et Anglo American.

Aujourd'hui, alors que les chantiers du Rio Madeira commencent à toucher à leur fin et que celui de Belo Monte est bien engagé, le champ de bataille se déplace vers de nouveaux fronts, notamment le Rio Tapajos et le Rio Teles Pires (entre le Rio Madeira et le Rio Xingu), où sont projetés toute une série de nouveaux mégabarrages. Entre résistances indigènes et guérillas juridiques, on y retrouve exactement les mêmes ingrédients que pour Belo Monte et Jirau.

Comment GDF Suez s'est-elle trouvée aussi étroitement associée à cette aventure ? La multinationale énergétique – dont l'État français détient 36% et qui s'affiche comme premier producteur privé d'électricité dans le monde – souhaite depuis longtemps s'étendre hors d'Europe, où elle réalise encore la plus grosse partie de son chiffre d'affaires mais où sa rentabilité est en berne. Gérard Mestrallet, son PDG, aime à se poser en champion des marchés émergents – et notamment de l'Amérique latine (Brésil, Pérou, Chili), qui pèse actuellement environ 10% de son chiffre d'affaires.

En 1998, Suez avait fait, via sa filiale belge Tractebel, l'acquisition de Gerasul, entreprise publique de production d'électricité que le gouvernement brésilien avait décidé de privatiser. Gerasul – renommée Tractebel Energia – était historiquement implantée dans le Sud du pays, où se concentre encore aujourd'hui la majorité de la capacité hydroélectrique installée du groupe. Mais ce n'était qu'un point d'appui pour lancer de nouveaux projets plus ambitieux, davantage vers le Nord du Brésil – celui de Jirau constituant à jour la seule incursion en Amazonie proprement dite. GDF Suez est aujourd'hui le premier producteur privé d'électricité du Brésil (pour seulement 6,5% de la production) avec 8 500 MW de capacité installée, principalement hydroélectrique (12 barrages), et 3 900 MW encore en construction, correspondant essentiellement au barrage de Jirau [2].

En octobre 2012, Gérard Mestrallet faisait le déplacement dans le Nordeste brésilien (État du Maranhão) pour inaugurer en compagnie de Dilma Roussef la centrale hydroélectrique d'Estreito, d'une puissance de 1087 MW et dont GDF Suez détient 40%. Ce barrage sur le fleuve Tocantins – essentiellement destiné à alimenter en électricité des mines de Vale et Alcoa, d'ailleurs parties prenantes du consortium – a lui aussi fait l'objet d'un ensemble de programmes sociaux de « compensation », mais aussi de critiques de la part des environnementalistes et des résidents locaux [3]. Aujourd'hui, GDF Suez lorgnerait vers de nouveaux projets hydroélectriques en Amazonie, notamment dans le bassin du Rio Tapajos.

GDF Suez n'est d'ailleurs pas la seule entreprise française impliquée dans le développement hydroélectrique de l'Amazonie. Le groupe français Alstom, qui se partage l'essentiel du marché des turbines hydroélectriques avec seulement deux autres concurrents, Andritz et Voith Siemens, est directement impliqué dans toute une série de barrages, au premier rang desquels celui de Belo Monte. Il a également joué un rôle crucial dans la genèse des deux barrages du Rio Madeira, puisqu'il a été associé dès le départ à la conception du complexe, dans lequel il voyait une vitrine pour ses nouvelles turbines bulbe. Areva est également impliquée, au niveau des lignes de transmission du corridor énergétique. Il n'est pas jusqu'à EDF qui ne vienne maintenant faire acte de candidature à la construction de barrages en Amazonie ; l'entreprise publique souhaite s'impliquer dans celui de São Manoel, déjà convoité par son grand rival GDF Suez.

Initialement, l'entreprise brésilienne Odebrecht était seule porteuse du projet du complexe Rio Madeira.

C'est *in extremis* et de manière un peu inattendue que GDF Suez a réussi à emporter le marché de l'un des deux barrages, celui de Jirau. Depuis, les relations entre les deux entreprises ne semblent pas particulièrement cordiales. Odebrecht a menacé GDF Suez de poursuites lorsque l'entreprise française a décidé de déplacer l'emplacement de barrage de 9 kilomètres, puis à nouveau lorsque la capacité de Jirau a été augmentée de 300 MW. GDF Suez en a fait de même lorsqu'Odebrecht a à son tour souhaité porter la capacité de Santo Antonio de 3100 à 3600 MW. Les deux opérateurs s'accusaient mutuellement de réduire la capacité de génération potentielle de l'autre du fait de ces ajouts.

Selon un reportage de l'agence Agência Publica, suggestivement intitulé « La guerre des mégawatts » [4], l'enjeu sous-jacent à ces disputes est financier. Les deux parties ont signé avec l'État brésilien un accord garantissant la vente de 60% de l'électricité produite à un prix fixé d'avance. Tout le reste sera vendu à un prix libre ... de même que tout ce qui aura été généré avant le délai officiel. Dans ces conditions, et alors que la rentabilité des deux barrages est encore loin d'être assurée, les deux consortiums se sont lancés dans une course effrénée pour générer le maximum d'électricité avant la date fatidique. Ceci explique les modifications de dernière minute apportées aux barrages, les bisbilles judiciaires et, de manière générale, la précipitation avec laquelle elles ont conduit les travaux. Santo Antonio, par exemple, a commencé à générer de l'électricité neuf mois avant la date prévue initialement.

Olivier Petitjean

Lire le volet suivant de l'enquête : Révoltes ouvrières et bouleversements sociaux.

Revenir à l'introduction de l'enquête.

—

Photo : Gouvernement brésilien CC

[1] Des données publiées par le Tribunal électoral brésilien en janvier 2013 montrent que les quatre principaux financeurs de candidats et de partis politiques au Brésil étaient quatre entreprises du BTP, impliquées dans la construction de barrages et d'autres infrastructures.

[2] Le groupe GDF Suez possède également au Brésil des filiales d'ingénierie, également impliquées dans plusieurs projets de grands barrages, y compris Belo Monte.

[3] Voir [ici](#), [ici](#) et [ici](#).

[4] Traduction française partielle [ici](#).

[Précédent](#)

[Suivant](#)

Tags [aides publiques et subventions](#) [changement climatique](#) [communautés locales](#) [impact social](#) [impact sur l'environnement](#)
[influence](#) [pays émergents](#) [énergie](#)